

ÉCOLOGIE ET POSITIONNEMENT : LES MOTS ET LES CHOSES

Rappelons d'abord une vérité de bon sens : un courant idéologique et politique naissant ne se préoccupe pas de son "positionnement", mais d'affirmer haut et fort ce qu'il a à dire de nouveau. C'est *ensuite*, dans le combat des idées et des tentatives de transformation sociale, que la réalité même tend à polariser la société en deux camps, avec toutes les tendances intermédiaires de modérés et de radicaux. Dans les houleuses assemblées de la Révolution Française, les partisans d'une transformation la plus radicale de l'ordre ancien ont pris l'habitude de se ranger sur la gauche : le *nom* est resté, mais le *contenu* n'a pas cessé d'évoluer.

En 1789, le contenu du radicalisme portait sur l'abolition de l'Ancien Régime : la féodalité, les privilèges, mais aussi l'association en corporation. Quand ont émergé les nouvelles idées socialistes, contre les bénéficiaires bourgeois de 89, elles ont dû s'imposer face aux vieux "républicains", et notamment imposer le droit à l'association des travailleurs, ce qui passait pour réactionnaire aux yeux des libéraux ! Quand une partie de ces républicains a accepté de prendre en compte la "question sociale", ils se sont situés comme centre-gauche dans la nouvelle thématique imposée par les socialistes.

La notion de "gauche" est donc complexe. D'une part, chaque nouveau mouvement social redéfinit la droite et la gauche, la *direction* du "progrès" et donc de la réaction. Mais, d'autre part, chaque gauche nouvelle doit nécessairement se poser la question de son rapport avec les anciennes gauches. Il en est ainsi parce que, d'abord, *le combat des anciennes gauches n'est jamais terminé*. Le génie de Jaurès a été de comprendre, contre le sectarisme de Guesde, que les socialistes devaient aussi assumer le combat "démocratique" de la défense d'un capitaine de l'armée française, persécuté parce que juif. Mais il y a une autre raison, plus profonde : *tous les combats émancipateurs se prolongent les uns les autres*, le socialisme élargit l'ambition de la démocratie.

L'écologie se pose pour objectif une harmonie entre l'espèce humaine, son activité et l'environnement (naturel ou créé), qui est à la fois la base et le produit de cette activité. Cette notion d'*harmonie* se décline en un ensemble de valeurs : autonomie personnelle, solidarité et convivialité, responsabilité à l'égard de la vie sur la terre et des générations futures...

Ces valeurs ressemblent à des valeurs plus anciennes, nées des mouvements émancipateurs précédents, depuis la "Paix de Dieu" jusqu'à l'émancipation des prolétaires, en passant par le "Liberté, Égalité, Fraternité". Mais elles subissent une coloration différente, par la prise en compte de la *complexité* des interactions du réel, par l'irruption de la prise en compte du caractère *fini* de notre planète, par l'expérience et la *rectification* d'anciennes illusions, par

l'émergence de *nouveau mouvement sociaux* comme celui des femmes ou des peuples indigènes, etc. En ce sens, l'écologie est à la fois dans le prolongement des anciennes gauches (disons : dans le mouvement toujours recommencé d'humanisation du genre humain, de la lutte pour "changer la vie"), et en même temps elle introduit une rupture par rapport aux anciennes gauches.

Schématiquement, les ruptures portent sur les points suivants:

**La rupture avec une vision linéaire du "progrès", celui des Lumières.* Nous ne croyons plus que, du progrès des sciences et des techniques, naîtra nécessairement un mieux politique, social, moral. Nous nous éloignons de Descartes et nous rapprochons de Blaise Pascal.

**La rupture avec l'idée que le progrès humain soit le triomphe des intérêts d'une classe.* Nous savons que chacun d'entre nous doit apprendre à orienter ses désirs dans un sens compatible avec les droits d'un "Autrui" extrêmement large: les exclus, les autres peuples, les générations futures, les autres espèces.

**La rupture avec l'idée d'un "Pouvoir" qui serait à prendre pour le faire fonctionner au service d'une autre idée du progrès.* Il y a des rapports de pouvoir, mais dispersés dans le corps social, il y a des luttes à mener, mais autant en nous que contre des forces extérieures. .

Ces ruptures éloignent l'écologie des idées et des forces anciennement étiquetées "de gauche" ou "progressistes". Par rapport au PCF et au PS, il s'agit essentiellement d'une rupture avec le productivisme (la croyance que tous les problèmes sociaux se résoudront par un surcroît de production répartie plus équitablement) et avec l'étatisme (le passage par l'État pour résoudre tous les problèmes). Mais paradoxalement, l'écologie doit aussi se substituer aux anciennes forces de gauche quant elles ont abandonné leur propres objectifs : reprendre les valeurs de l'antiracisme, de l'anti-impérialisme, du pacifisme abandonnées par la gauche française. Face à un PS devenu libéral, elle doit défendre les idées d'égalité, de service public, d'une satisfaction non marchande des besoins fondamentaux ou collectif (certes, d'une manière moins bureaucratique, plus autonome, plus autogéré qu'il ne l'aurait fait).

D'où la complexité du positionnement des idées de l'écologie vis à vis du champ politique traditionnel. Dans une conjoncture très particulière où la "gauche antérieure" était au pouvoir et y bradait l'essentiel de son patrimoine historique, le mot d'ordre "*ni droite ni gauche*" avait une efficacité certaine. Nous étions contre cette gauche parce que nous n'avions pas la même conception du progrès et qu'elle sacrifiait cela même que nous partageons théoriquement avec elle (justice sociale, anti-racisme, etc). Et nous étions contre la droite, qui sur tous les plans voulait faire pire que la gauche.

Avec le retour de la droite au pouvoir, la situation est redevenue plus "normale" : la droite *fait* sa politique, la gauche *dit* qu'elle ferait la sienne. De ce fait, comme René Dumont le posait dès l'origine, l'écologie politique ne peut que s'affirmer à gauche, à côté des vieilles

gauches (radicaux, PS et PC), mais *différente*, doublement différente : quant à la *direction* (le développement soutenable) et quant à la *radicalité*.

Pas plus que les républicains, les socialistes ou les communistes, les écologistes ne se retrouveront pas nécessairement dans une structure politique unique. D'abord, il y aura toujours la vieille question française (celle de la Charte d'Amiens, du côté syndical) : faut-il un parti pour peser sur l'Etat ? Suffit-il des Fondations Cousteau, des Greenpeace, des CRILAN, etc...? Ou faut-il un parti spécifiquement politique, en plus ? Je pense qu'il faut les deux, mais je n'ai pas la place ici d'expliquer pourquoi. Mais peut-il, ou doit-il, n'y en avoir qu'un seul ? Je ne sais pas. En tout cas, je pense qu'il est nécessaire qu'existe un parti portant principalement l'idée d'une écologie politique telle que je viens de la définir, c'est-à-dire :

- se préoccupant de *l'ensemble* des rapports et des pratiques sociales, et pas seulement de l'effet de ces pratiques sur l'environnement,
- *autonome* dans ses orientations et actions, mais convaincue de la nécessité de nouer des alliances avec d'autres courants de la société, afin de transformer celle-ci de manière majoritaire et non-violente.

Autour de ce "noyau", apparaîtront nécessairement des "extrêmes" qui se différencieront de cette définition sur un point au moins. Parmi les plus typiques, au sein des Verts et hors des Verts, en France :

- les courants qui veulent bien s'intéresser à l'environnement, mais pas à la racine sociale des attaques contre l'environnement,
- les courants qui affirment l'autonomie, mais ne cherchent pas à conquérir la majorité et se complaie dans leur isolement,
- les courants qui, au contraire, persuadés que, sans alliance, aucun objectif de l'écologie politique ne peut être atteint, subordonnent leurs propres ambitions à ce qui peut passer à travers le social-démocratie,
- les courants qui, tout en partageant à la fois la critique de la modération ou du dévoiement des forces socialistes, et la prise en compte de certaines valeurs spécifiquement écologistes, ne s'affirment pas eux-mêmes comme écologistes.

L'écologie politique ne pourra modeler le champ politique (j'ai horreur du mot "échiquier", parce que la politique n'est pas qu'un jeu, et parce que qu'un "champ" - de forces, de positions - est *déformé* en tous ses points et tous ses acteurs par la présence d'un nouvel acteur), elle ne pourra redéfinir aux yeux de la société "la droite et la gauche", que si elle est forte, et donc si elle sait résorber en elle-même ces quatre tendances divergentes. Et elle ne le pourra que si, derrière les mots, elle s'attache aux contenus, aux pratiques réelles.